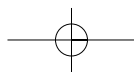
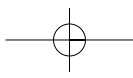
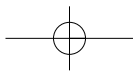


# Tchad





# Tchad

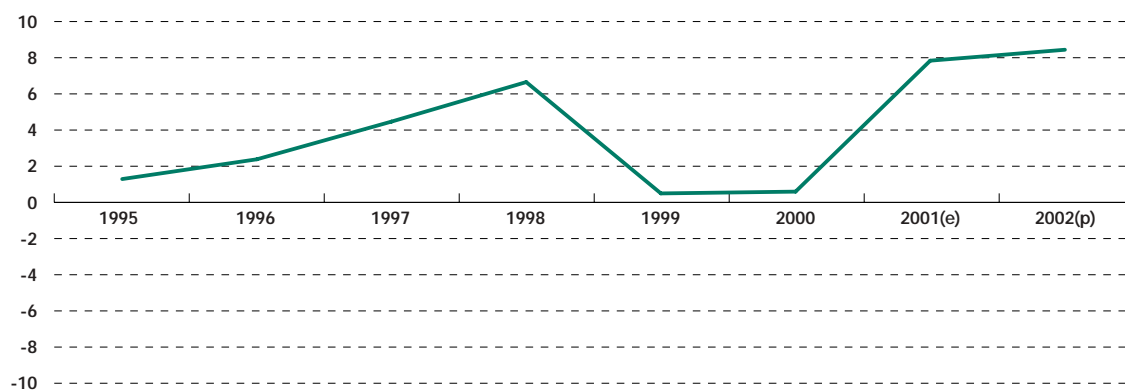
LE TCHAD EST FORTEMENT MARQUÉ par 30 ans de guerre civile. Les infrastructures, l'environnement institutionnel, ainsi que la situation sanitaire et sociale du pays ont fortement pâti de cette instabilité politique et font aujourd'hui du Tchad l'une des économies les plus pauvres au monde. Depuis le milieu des années 90, à la faveur d'une certaine ouverture démocratique du régime, le pays a enregistré des performances économiques et sociales en nette amélioration. Signes de changement, un large projet d'exploitation pétrolière (lié au champ de Doba), retardé jusqu'alors en raison d'une forte insécurité, a vu le jour en 1996, tandis que la société civile intervenait de manière significative en vue d'obtenir la prise en compte des intérêts des populations concernées par le projet. Cependant, à partir de 1999, le pays connaît de nouveau plusieurs

années difficiles en raison de la pénurie d'énergie, d'une mauvaise pluviométrie et de l'intensification des conflits dans le Nord. Les autorités comptent sur la mise en exploitation du pétrole en 2004 pour modifier profondément la structure économique du pays et rendre ce dernier moins dépendant de la conjoncture agricole. A court terme, la hausse des investissements liée à la construction de l'oléoduc devrait entraîner des taux de croissance élevés, de l'ordre de 7.9 pour cent en 2001 et 8.5 pour cent en 2002. Elle ne permettra cependant l'enrichissement durable du pays que si elle entraîne le développement du secteur privé et si la gouvernance est suffisamment renforcée pour favoriser une bonne gestion des ressources.

Le Tchad est fortement marqué par 30 ans de guerre civile.

317

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume



Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

## Développements économiques récents

L'agriculture représente plus de 35 pour cent du PIB et fait vivre 80 pour cent de la population, ce qui rend l'économie tchadienne particulièrement sensible aux variations climatiques. Cette dernière est aussi en grande partie informelle. Ainsi, selon une enquête de 1996, le secteur informel constituerait 40 pour cent du PIB,

concernerait la moitié des activités urbaines et les trois quarts des activités non agricoles des zones rurales.

Jusqu'en 2000, l'agriculture a été le moteur de l'économie tchadienne en raison de l'augmentation des surfaces cultivées et de l'amélioration des rendements. En 2000 cependant, une mauvaise répartition des pluies a été à l'origine d'une baisse significative de la production. Les prévisions pour 2000/01 établissent la production

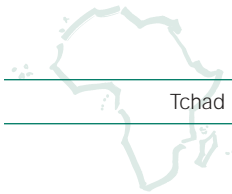
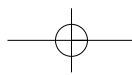
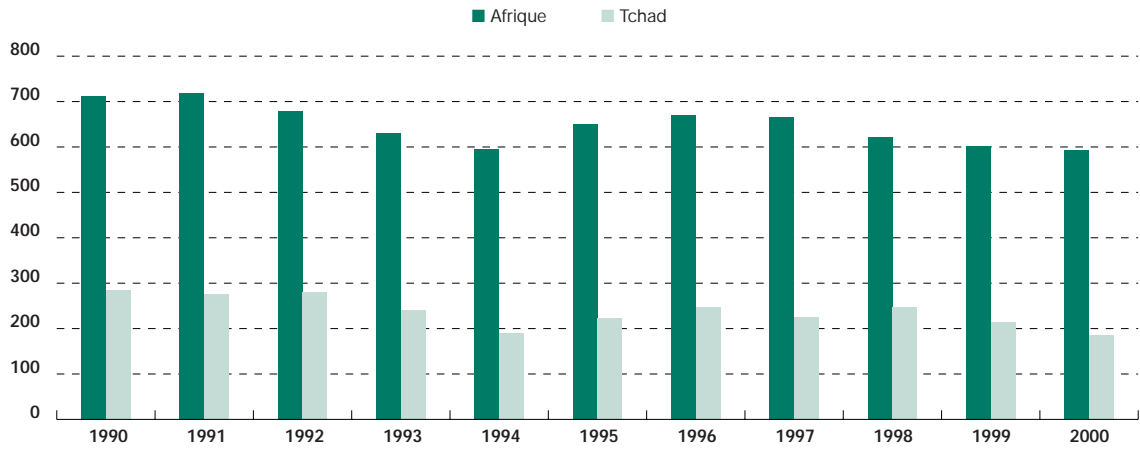


Figure 2 - PIB par habitant au Tchad et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

céréalière à 890 000 tonnes, en diminution de 38 pour cent par rapport aux 1 229 800 tonnes de l'année précédente. Alors que le Tchad avait atteint l'autosuffisance alimentaire ces dernières années, les pénuries réapparaissent et le pays connaîtrait la famine la plus importante enregistrée depuis 10 ans. Le pays a d'ailleurs fait appel à la solidarité internationale afin d'enrayer le risque de catastrophe humanitaire. Le FMI a ainsi débloqué une aide supplémentaire de 5 milliards de FCFA (soit environ 7 millions de dollars).

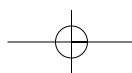
Aux difficultés enregistrées dans le domaine de l'agriculture de subsistance se sont ajoutées plusieurs mauvaises récoltes du coton, traditionnellement principale exportation du pays. Depuis quelques années, la production chute de façon continue, passant de 261 000 tonnes en 1997 à 180 000 en 1999 puis 140 000 en 2000. La baisse des cours mondiaux du coton est partiellement responsable du désintérêt grandissant du monde paysan pour la filière. Cependant, le secteur a aussi largement subi la mauvaise gestion de la CotonTchad et les difficultés techniques qui en résultaient : livraison tardive des intrants, manque de réaction face aux nuisances telles que les attaques de criquets, etc.

L'élevage constitue 12 pour cent du PIB et correspond au deuxième poste d'exportation (essentiellement du

bétail sur pied en direction du Nigeria). Le cheptel est évalué à plus de 12 millions de têtes. C'est un secteur stratégique car il occupe environ 40 pour cent de la population tchadienne pour laquelle il sert à la fois de monnaie d'échange et de bien de capitalisation. Il est cependant difficile à évaluer car 80 pour cent du cheptel est transhumant. Le secteur est aussi largement informel pour des raisons fiscales. Si la fiscalité officielle est relativement réduite, les taxations illicites perçues par les douanes, administrations, autorités traditionnelles sont multiples tout au long de la chaîne de commercialisation<sup>1</sup>. De plus, les éleveurs doivent officiellement passer par des centres de contrôle avant de procéder à l'exportation de leur bétail. Or, il existe seulement deux de ces centres et tous deux situés dans le sud-ouest du pays. Ils contraignent parfois les éleveurs à des détours de plusieurs centaines de km.

Le potentiel du sous-sol tchadien reste relativement peu connu mais présente de l'avis général de nombreuses richesses. Aujourd'hui, seuls le carbonate de sodium et le kaolin sont exploités. Le sous-sol renfermerait aussi d'autres minerais tels que l'uranium, le tungstène, l'étain, le fer et l'or. Pour ce dernier, une licence vient d'être cédée à l'entreprise sud-coréenne Afko qui a investi 20 millions de dollars pour la construction d'une usine de traitement d'une capacité de 200 tonnes

1. Le ministère de l'Élevage estimerait à 4 000 FCFA (5,6 dollars) par tête de bétail les sommes perçues abusivement.



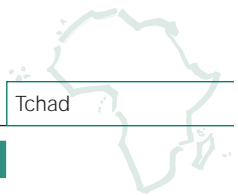
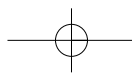
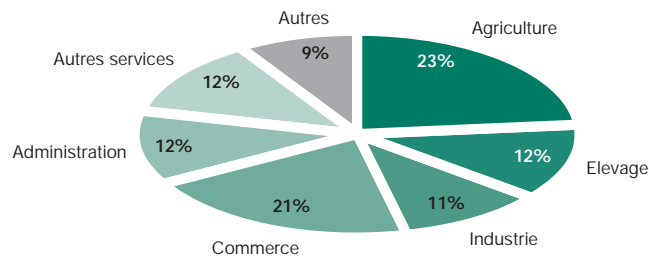
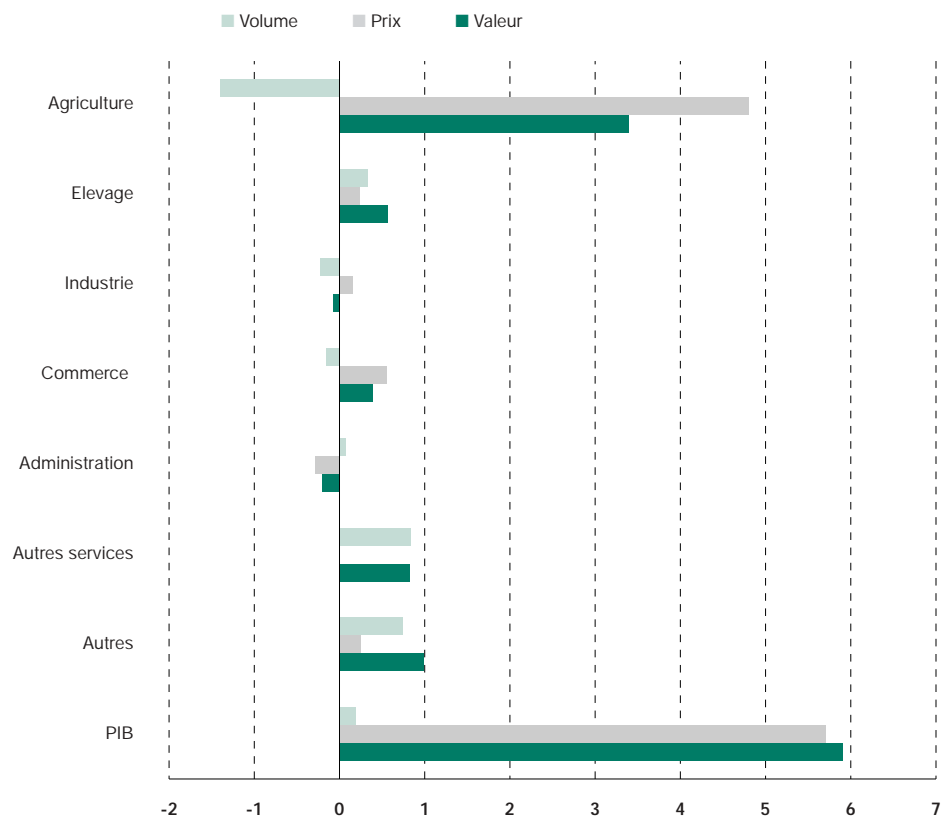


Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 2000



Source : Estimations des auteurs sur la base des données de la Direction de la statistique.

Figure 4 - Contributions à la croissance du PIB en 2000

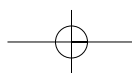


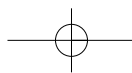
Source : Estimations des auteurs sur la base des données de la Direction de la statistique.

de minerai par jour. Il est cependant encore difficile d'évaluer l'impact sur l'économie de la production de l'or dont l'exploitation ne devrait débuter qu'à l'horizon 2002/2003.

Le Tchad détient surtout d'importantes réserves de pétrole qui n'étaient jusqu'à présent pas exploitées pour cause d'instabilité politique, ce qui le rendait

fortement dépendant sur le plan énergétique de ses deux voisins : le Cameroun et le Nigeria. Les données se sont trouvées modifiées en 1996 avec la signature d'un accord entre Exxon Mobil, Shell, Elf Aquitaine et le gouvernement pour le développement des champs de pétrole de Doba et la construction d'un oléoduc de 1 050 km permettant l'acheminement du pétrole vers la côte camerounaise (Kribi). Le projet a donné lieu à





 Tchad

une forte opposition de la part de groupes de lutte pour les droits de l'Homme et de protection de l'environnement. Il a connu de nombreux réaménagements<sup>2</sup> et un remaniement au sein du consortium des pétroliers, Elf et Shell ayant été remplacés en avril 2000 par Chevron et Petronas, avant de débiter finalement en octobre 2000. L'exploitation est prévue à l'horizon de 2004 pour une durée de 25 ans et une production de 225 000 à 250 000 barils par jour. Les opérateurs économiques attendent de ce projet de fortes retombées sur l'économie, bien que l'essentiel des entreprises associées soient étrangères.

En parallèle, le projet de développement du bassin de Sedigi devrait permettre l'extraction et le traitement de 2 000 à 3 000 barils par jour de façon à alimenter la future raffinerie de Facha, ainsi que la centrale électrique de N'Djamena.

Le secteur secondaire est très peu développé au Tchad puisqu'il ne compte qu'une quarantaine d'entreprises, soit environ 2 000 personnes. Quatre entreprises constituent à elles seules la plus grande partie du tissu industriel : la CotonTchad (société cotonnière), la Compagnie sucrière du Tchad, la Manufacture de cigarettes du Tchad et les brasseries du Logone. Les contraintes auxquelles a été confronté le secteur sur le plan des infrastructures et de l'énergie en

2000 ont entraîné des performances inégales. La CotonTchad a subi de plein fouet la baisse des cours. Les brasseries du Logone ont dû faire face à une recrudescence de la concurrence des pays voisins, tels le Cameroun, liée à la suppression des barrières tarifaires au sein de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). La MCT de son côté profitait d'un léger mieux sur le plan de la consommation. Ces entreprises déclarent unanimement subir les préjudices liés aux pannes d'électricité récurrentes, à la fraude douanière et à une pression fiscale d'autant plus importante que le secteur formel est extrêmement réduit.

Le secteur tertiaire occupe une place de plus en plus importante. Il est essentiellement dominé par les activités de commerce car, si le Tchad est un pays fortement enclavé, il représente aussi un carrefour entre différents peuples et une place importante pour le commerce sous-régional. Le secteur des télécommunications se développe aussi avec l'installation de deux opérateurs (Celtel et Libertis). La part des biens non marchands est aussi très développée, l'État étant le premier employeur du pays avec 30 000 fonctionnaires.

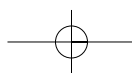
A partir de 2000, la croissance est principalement soutenue par les investissements induits par les projets pétroliers de Doba et Sedigi. La consommation subit

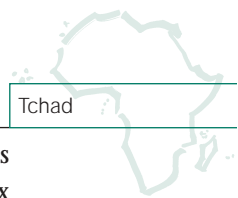
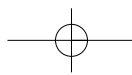
Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
<b>Formation brute de capital</b>	<b>8.8</b>	<b>16.0</b>	<b>9.7</b>	<b>18.1</b>	<b>40.1</b>	<b>47.3</b>
Publique	4.5	6.4	9.5	11.5	19.4	15.8
Privée	4.3	9.7	0.2	6.6	20.7	31.6
<b>Consommation finale</b>	<b>103.2</b>	<b>95.7</b>	<b>103.6</b>	<b>96.6</b>	<b>88.2</b>	<b>82.2</b>
Publique	8.6	6.9	7.9	9.4	4.4	4.8
Privée	94.7	88.8	95.7	87.3	83.9	77.5
<b>Solde extérieur</b>	<b>-12.0</b>	<b>-11.7</b>	<b>-13.3</b>	<b>-14.7</b>	<b>-28.3</b>	<b>-29.5</b>
Exportations	22.3	18.7	16.7	16.1	13.4	11.7
Importations	-34.3	-30.3	-30.0	-30.9	-41.7	-41.3

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

2. L'oléoduc est désormais construit de façon à être entièrement souterrain. De leur côté, les autorités doivent présenter un programme d'utilisation des ressources pétrolières et les orienter de façon prioritaire vers les secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures.





en revanche la baisse de revenu des ménages consécutive aux mauvaises récoltes agricoles, ainsi que le gel des salaires des fonctionnaires.

## Politique macro-économique

### Politique budgétaire et monétaire

De 1993 à 1998, les comptes de l'État se sont largement améliorés malgré la nature fortement informelle de l'économie tchadienne. Le déficit budgétaire est passé de 8.6 pour cent du PIB à seulement 2.5 pour cent. Cette amélioration est due à la fois à un élargissement de l'assiette fiscale et à la maîtrise des salaires. Le recrutement dans la fonction publique a été gelé sauf dans les secteurs sociaux et il n'y a pas eu de réévaluation de la grille des salaires des fonctionnaires depuis 1989 (seule une hausse de 10 pour cent a été accordée à la suite de la dévaluation de 1994). L'amélioration des recettes fiscales a été renforcée en 2000 avec l'introduction de la TVA. Aujourd'hui la TVA est l'impôt le plus rentable (30 à 35 pour cent des recettes fiscales), ce qui a permis de compenser le

manque à gagner lié à la suppression des barrières douanières au sein de la CEMAC. Malgré tout, le taux de recettes fiscales reste très faible (autour de 7 pour cent du PIB), bien en deçà de la norme fixée par la CEMAC (15 pour cent) et cela en raison de la faiblesse du secteur formel. En conséquence, le financement sur ressources internes est limité. Ainsi, presque 90 pour cent de l'investissement repose sur l'aide extérieure.

En 2000, le Tchad a signé un nouvel accord triennal avec le FMI dans le cadre d'une facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Cet accord devait lui permettre l'accès à un montant de 13.7 millions de dollars dans le but de renforcer les réformes structurelles. Cependant, l'année 2000 a été marquée par un certain nombre de dérapages qui ont retardé le déblocage des fonds liés au FRPC.

Les dépenses ont été beaucoup plus élevées que prévues, compensant largement la légère augmentation des revenus enregistrée. Contrairement à son engagement, le gouvernement a donc utilisé une partie du "bonus" de 25 millions de dollars reçu à l'entrée de Chevron et Petronas dans le consortium pétrolier afin de combler

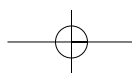
Tableau 2 - Tableau des opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

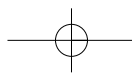
	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
<b>Recettes totales (avec dons)<sup>a</sup></b>	<b>13.9</b>	<b>12.8</b>	<b>11.9</b>	<b>12.9</b>	<b>12.6</b>	<b>12.1</b>
Recettes fiscales	5.6	7.0	7.1	6.8	7.4	7.2
Dons	7.6	5.1	3.7	4.9	4.0	3.6
<b>Dépenses totales (avec prêts nets)<sup>a</sup></b>	<b>18.3</b>	<b>15.5</b>	<b>16.6</b>	<b>18.6</b>		
Dépenses courantes	9.1	7.6	8.9	9.3		
<i>Sans les intérêts</i>	8.1	6.7	8.0	8.2	7.1	6.5
Salaires	4.2	3.2	3.5	4.0	3.5	3.2
Paievements d'intérêts	1.0	0.9	0.9	1.1		
Dépenses en capital	9.2	7.9	7.7	9.3	15.7	12.7
<b>Solde primaire</b>	<b>-3.5</b>	<b>-1.8</b>	<b>-3.8</b>	<b>-4.7</b>	<b>-10.2</b>	<b>-7.2</b>
<b>Solde global</b>	<b>-4.5</b>	<b>-2.7</b>	<b>-4.7</b>	<b>-5.7</b>		

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

3. Il y a débat à ce sujet, l'État refusant de considérer le ticket d'entrée des compagnies pétrolières comme un revenu pétrolier soumis à la règle de l'allocation prioritaire vers les secteurs sociaux. Quoi qu'il en soit, les sommes dépensées en 2000 l'ont été sans consultation avec les partenaires des autorités, mettant en lumière un déficit de communication important.





le déficit<sup>3</sup>. A la mi-octobre 2000, 60 pour cent de cette somme avait été allouée à des secteurs non prioritaires, dont plus de la moitié à des dépenses de défense. Le gouvernement a aussi effectué un certain nombre d'opérations hors budget – en rapport notamment avec le développement du champ de pétrole de Sedigi – qui n'ont été enregistrées qu'*ex post*. En conséquence, à mi-parcours, la structure des dépenses différait largement des objectifs à atteindre, les dépenses en faveur des subventions, des transferts et du poste de la défense dépassant leur cible tandis que les investissements à destination des secteurs sociaux étaient en deçà du programme. Le gouvernement s'est aussi remis à accumuler des arriérés de paiement vis-à-vis de l'extérieur ainsi que des retards dans le paiement des salaires.

Depuis novembre 2000, néanmoins, le gouvernement a adopté une série de mesures visant à redresser la situation. Les dépenses de santé et d'éducation ont été encouragées tandis qu'elles étaient largement freinées en direction des autres secteurs. Le reste du bonus a été reporté sur le budget 2001 et ne devrait donner lieu qu'à des dépenses de secteurs prioritaires<sup>4</sup>. Malgré des résultats en-deçà des objectifs, mais au regard de la rectification des pratiques du gouvernement, le FMI a accordé au Tchad la deuxième tranche de facilité de croissance.

L'année 2001 a été une année budgétaire difficile. Si à mi-juin, les objectifs de recettes étaient respectés, les prévisions pour le second semestre donnaient lieu à quelques inquiétudes. En raison des pluies, le troisième

trimestre est en général une période de faible activité et donc de recettes budgétaires limitées. En 2001, cette tendance a été renforcée par la tenue d'élections présidentielles en mai et par la perspective des législatives d'avril 2002 qui ont entraîné une certaine atonie de l'activité ainsi que, du côté des dépenses, quelques dérapages. L'augmentation des investissements publics devrait donc mener à un approfondissement du déficit du solde primaire.

Comme les autres pays de la CEMAC, le Tchad présente un taux de change fixe par rapport au franc et sa politique monétaire est conduite par la BEAC, ce qui laisse la politique budgétaire comme principal levier d'action. Alors que les autorités avaient réussi à ramener le taux d'inflation de 41 pour cent à la suite de la dévaluation de 1994 à 4.3 pour cent en 1998, les pénuries alimentaires récentes ont induit des effets inflationnistes. De décembre 2000 à décembre 2001, l'inflation a dépassé les 14 pour cent, reflétant la hausse des prix des produits de première nécessité, ainsi que les difficultés d'approvisionnement des industries. Elle redescendrait cependant au alentours de 3.2 pour cent à l'horizon de 2002 en raison des bonnes récoltes agricoles, et cela malgré le boom des investissements liés au secteur pétrolier.

### Position extérieure

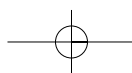
Le Tchad est très peu diversifié sur le plan de ses exportations. Sur la période 1998-2000, environ la moitié des revenus d'exportations proviennent du coton

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

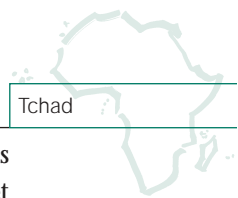
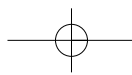
	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Balance commerciale	-2.4	-0.6	-2.3	-3.4	-11.2	-12.3
Exportations de biens (f.o.b.)	17.1	15.5	13.5	13.2	10.8	9.5
Importations de biens (f.o.b.)	-19.4	-16.2	-15.9	-16.7	-22.1	-21.8
Services	-9.8	-11.3	-10.9	-11.5		
Revenu des facteurs	-1.4	-0.6	-0.6	-0.7		
Transferts courants	5.6	3.6	1.9	2.2		
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>-8.0</b>	<b>-9.0</b>	<b>-12.0</b>	<b>-13.5</b>		

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

4. Après néanmoins l'octroi de 1 milliard de FCFA (soit environ 1.4 million de dollars) à des dépenses alimentaires de façon à enrayer la famine.







tandis qu'un tiers sont issus du commerce du bétail. Le Tchad exporte aussi de la gomme arabique pour laquelle il est le second producteur au monde. Les exportations du secteur industriel sont négligeables. Elles se réduisent aux cigarettes et à la bière au sein de la sous-région. Néanmoins, le commerce du Tchad est en grande partie informel, ce qui rend toute comptabilisation difficile.

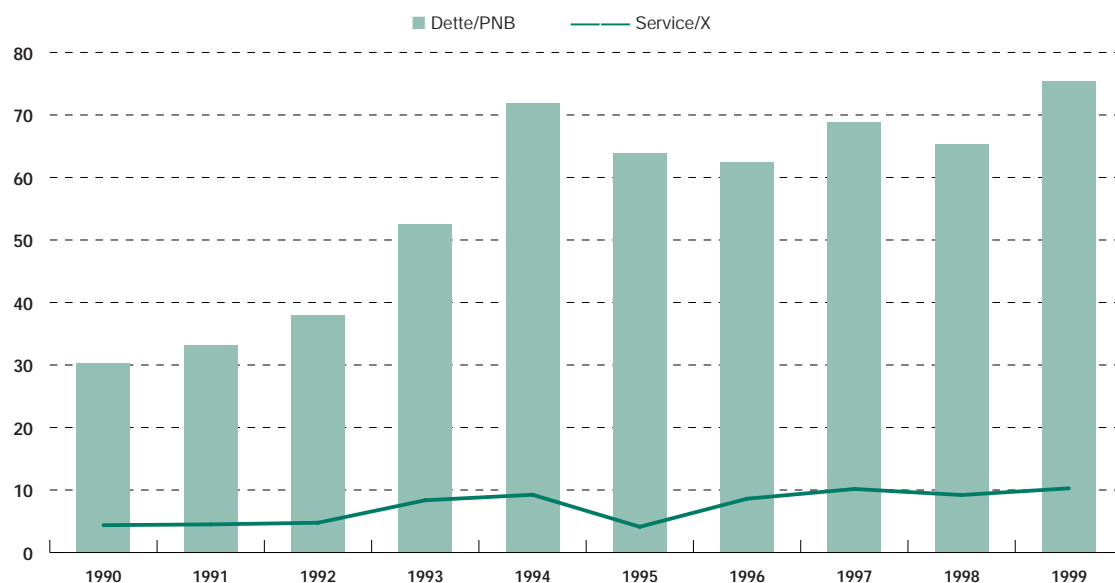
Structurellement, la balance commerciale du Tchad est déficitaire en raison de la forte dépendance du pays aux importations d'hydrocarbures. Ce déficit risque de se creuser au cours des prochaines années en liaison avec l'intensification des importations du matériel nécessaire à la construction des infrastructures pétrolières. Il pourrait atteindre 11.2 pour cent du PIB en 2001 et 12.3 pour cent en 2002. Dans un second temps cependant (aux environs de 2004), la balance commerciale devrait se relever grâce aux exportations d'hydrocarbures et à leur substitution aux actuelles importations de pétrole.

Le Tchad dépend fortement de l'aide internationale pour le financement des investissements car l'épargne privée est inexistante et les moyens publics très faibles.

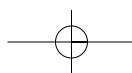
Cependant, en raison de la nature des financements accordés au Tchad - constitués en majorité de dons et de prêts concessionnels -, le poids de la dette reste relativement modéré. Ainsi, alors que la dette extérieure nominale du pays s'élève à 1.1 milliard de dollars (soit 75.5 pour cent du PNB), elle est réduite de moitié en valeur actualisée nette (34.6 pour cent du PIB). Depuis plusieurs années, les négociations avec les bailleurs de fonds bilatéraux ont entraîné une " multilatéralisation " de la structure de l'endettement (multilatéral à 83 pour cent fin 2000 dont 48.2 pour cent auprès de l'AID). La dette bilatérale se réduit à 15.8 pour cent dont 5.1 pour cent en négociation au sein du Club de Paris. La dette commerciale est très faible (seulement 0.5 pour cent de la dette extérieure totale).

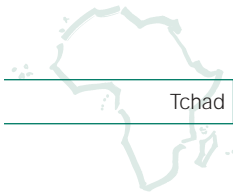
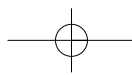
En 2000, en raison d'une gestion du bonus pétrolier jugée désastreuse, les bailleurs de fonds suspendaient les décaissements de l'aide (FMI, Union européenne...) entraînant un tarissement des financements extérieurs. En conséquence, dès novembre 2000, l'État tchadien se remettait à accumuler des arriérés intérieurs et extérieurs pour la première fois depuis 1995. La reprise des décaissements en 2001 a permis la résorption d'une partie des arriérés.

Figure 5 - Part de l'encours de la dette extérieure dans le PNB et ratio du service sur les exportations de biens et services



Source : Banque mondiale (2001), *Global Development Finance*.





Le Tchad a été déclaré éligible à l'initiative PPTE. Cependant, en raison des dérapages par rapport aux objectifs de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), le Tchad n'a pu atteindre son point de décision comme prévu en juin 2000. Il l'a néanmoins atteint le 16 mai 2001, ce qui devrait lui donner droit à une réduction de la dette de 260 millions de dollars (170 millions en valeur actualisée nette) en 2002. Le point d'achèvement reste néanmoins conditionné à la remise d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté. Celui-ci devrait être soumis pour approbation à la Banque mondiale et au FMI au premier trimestre de 2002.

### Questions structurelles

Malgré les retards enregistrés à la fin 2000, des avancées substantielles ont été réalisées dans le domaine des réformes structurelles. Dans le cadre des accords de la CEMAC, presque tous les contrôles sur les prix ont été supprimés. En avril 2001, une loi supprimant le contrôle sur les prix du pétrole a été présentée au parlement. Le code du travail a été révisé avec notamment une libéralisation des salaires. Les principes de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) ont été adoptés et devraient permettre d'améliorer l'environnement juridique et de tirer un meilleur parti des investissements pétroliers. Une charte des investissements et un code minier ont également été établis.

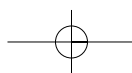
Le programme de privatisation a été amorcé au début des années 90 par la restructuration des secteurs non stratégiques de l'économie. En juin 1999, 14 entreprises publiques avaient été liquidées, 14 privatisées et 12 restructurées. Par la suite, les autorités se sont attaquées à des entités plus importantes dont la privatisation était plus complexe à réaliser. La Société nationale sucrière du Tchad (Sonasut) et la Société tchadienne d'eau et d'électricité (STEE) connaissaient notamment au moment de leur mise sur le marché de graves problèmes de trésorerie qui rendaient leur cession difficile. En avril 2000, la Sonasut a été cédée à la Compagnie sucrière du Tchad (appartenant au groupe Somdiaa) contre 15 milliards de FCFA (21

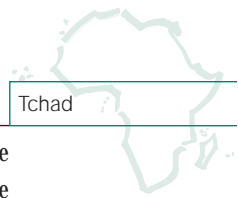
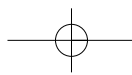
millions de dollars) qui ont servi à hauteur de 11.2 milliards (15.7 millions de dollars) au remboursement des dettes de long terme de l'entreprise. En 2001, après un an d'exercice, la compagnie retrouvait le chemin de l'équilibre après avoir pesé pendant des années sur le budget de l'État.

La STEE a été reprise en septembre 2000 par le groupe français Vivendi sous forme d'un contrat de gestion. Il est prévu que Vivendi soit également chargé de l'exploitation à l'issue de la mise en place de la raffinerie de Farcha et de la nouvelle centrale électrique. Jusqu'à cet horizon, Vivendi s'est engagé à ne pas changer les prix de l'électricité, les évolutions ultérieures dépendant quant à elles des prix du combustible. En attendant, les opérateurs économiques souffrent de la fréquence des délestages tandis que la STEE connaît d'importants problèmes de trésorerie et que Vivendi dénonce l'outil obsolète dont elle a hérité. La mise en place de la raffinerie pose aussi problème : le contrat de fourniture est remis en cause par le gouvernement qui estime son prix trop élevé. La situation est pour l'instant bloquée, les organismes internationaux ne pouvant apporter leur aide dans une affaire où la tractation n'a pas fait l'objet d'un appel d'offre publique.

Un autre dossier délicat est celui de la CotonTchad dont la rentabilité a fortement diminué avec l'évolution défavorable des cours du coton. Début 2000, un nouveau système de fixation des prix a été adopté qui mettait la concertation avec les agriculteurs au centre des décisions. En juillet 2001, la société d'huile et de savon a été subdivisée, sa privatisation devant survenir fin 2001. Parallèlement, l'audit des finances et des opérations de la CotonTchad était achevé, permettant l'adoption d'un plan de restructuration financière et la nomination d'un contrôleur général. L'étude des stratégies de privatisation possibles est en cours.

Le Tchad est un pays fortement enclavé qui se situe à plus de 1 500 km des centres d'acheminement importants (Douala et Port-Harcourt). Ses infrastructures comptent parmi les moins développées d'Afrique. En effet, malgré sa taille (plus de 2.5 fois la France), les routes bitumées ne dépassent pas les 500 km et ne sont praticables que 6 à 8 mois par an. Le seul





véritable axe routier descend vers le sud mais n'atteint pas Moundou, pourtant pôle économique important puisqu'y sont basées la CotonTchad, les brasseries du Logone et la manufacture de cigarettes. Les infrastructures ont énormément souffert de l'instabilité politique qui affecte le pays depuis son indépendance. Le climat est une difficulté supplémentaire, les routes de la zone soudanaise étant inondées à la saison des pluies, la région se retrouvant littéralement coupée du reste du pays. Le projet pétrolier devrait cependant s'accompagner de nombreuses opérations de restauration et de réhabilitation du réseau routier. La Banque mondiale a accordé en octobre 2000 un prêt de 67 millions de dollars afin d'améliorer le réseau rural. Le gouvernement a également amorcé la construction d'un ensemble de routes (reliant notamment le Tchad au Cameroun) sur fonds européens. Ces projets se sont accompagnés de la mise en place en janvier 2001 du fonds d'entretien routier.

Les réseaux sanitaires et de distribution d'électricité sont aussi dans une situation critique. Aucune agglomération ne dispose d'un réseau d'évacuation des eaux et seulement 16 sur 84 ont accès à l'eau potable. Dans les zones rurales, 75 pour cent des villages de plus de 300 habitants n'ont pas de points d'eau alors même que le sous-sol recèle des ressources suffisantes pour approvisionner tout le territoire. Seuls 1 pour cent des ménages tchadiens ont accès au réseau d'électricité. Le bois de chauffe reste la principale source d'énergie avec des conséquences désastreuses en terme de déboisement et de désertification. S'ajoutent à cela les difficultés d'approvisionnement en provenance du Cameroun et du Nigeria enregistrées par le pays depuis 1998. Cette dépendance explique les coûts extrêmement élevés de l'électricité (le kwh est le plus cher d'Afrique à 190 FCFA, soit 0.27 dollar).

Le système bancaire est en cours d'assainissement, mais reste extrêmement faible et peu développé. Il a largement souffert des guerres à répétition subies par le pays. La population a développé une forte méfiance à son égard et favorise le bas de laine comme moyen d'épargne. En conséquence, la bancarisation est très limitée tandis que 80 pour cent des dépôts bancaires sont constitués par des fonds publics. Les banques, au

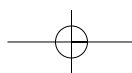
nombre très réduit (5), font donc face à une carence aiguë de ressources d'autant plus contraignante que des entreprises étrangères les drainent partiellement. Les entrepreneurs locaux connaissent, en effet, mal le système et n'évoluent pas dans des structures suffisamment formelles pour réussir à capter le peu de financements disponibles. Il est donc difficile aux banques de soutenir le développement local, d'autant que les moyens de financement des projets agropastoraux – qui constituent la base de l'économie tchadienne – sont quasi-inexistants. L'inadéquation des structures s'avère particulièrement contraignante au moment où le projet pétrolier offre d'importantes opportunités d'investissement.

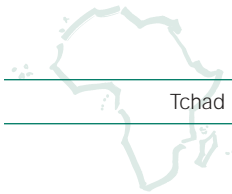
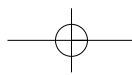
Pour toutes ces raisons et malgré des améliorations nettes, le secteur privé reste particulièrement faible au Tchad. Il souffre d'un manque de capacités humaines et institutionnelles, d'infrastructures de transport et d'énergie, ce qui ne lui a pas permis de profiter jusqu'à présent de l'effet d'entraînement du projet pétrolier.

325

## Contexte politique et social

Les problèmes de gouvernance sont un thème récurrent au Tchad. Ils ont dernièrement été remis à l'ordre du jour à l'occasion de la gestion controversée des dépenses liées au " bonus " pétrolier. De façon à respecter le principe de conditionalité imposé par les organismes internationaux et à obtenir la seconde tranche du programme négocié avec le FMI, les autorités se sont engagées fin 2000 à améliorer la transparence. Plusieurs décisions ont été prises concernant les dérapages survenus. Les sommes versées par le consortium pétrolier et non encore dépensées ont été gelées tant que le Collège de contrôle et de surveillance des revenus pétroliers (CCSRP) ne serait pas opérationnel. A la fin décembre 2000, les autorités ont transmis au FMI et à la Banque mondiale le détail de leurs comptes en s'engageant à ne plus avoir recours aux dépenses extra-budgétaires à l'avenir. Des réformes structurelles ont aussi été engagées dans d'autres domaines afin d'améliorer la transparence. Le recensement du service public s'est achevé en novembre 2000. Il devrait permettre de mettre à jour





la grille des salaires et d'éliminer certaines irrégularités. Un plan d'action a été introduit en janvier 2001 afin de suivre l'évolution des dépenses sociales et leur adéquation avec les programmes. Dans le domaine politique, le processus de décentralisation a été amorcé avec la création des départements en 2000. Cependant, le mouvement reste largement administratif. La loi de décentralisation n'a pas encore été adoptée au parlement ; elle n'a pas non plus donné lieu à un transfert des pouvoirs et des compétences, ni à une appropriation par la population<sup>5</sup>. Les premières élections municipales sont prévues pour 2002.

Une source constante d'inquiétude, car elle détermine des dérapages récents des finances publiques<sup>6</sup>, est l'instabilité politique. Le Tchad connaît depuis son indépendance une succession de rébellions et de coups d'État qui constitue un obstacle majeur à son développement. A la suite de son accession au pouvoir par un coup d'État contre Hissène Habré en décembre 1990, le président Idris Déby a engagé son pays sur la voie d'une relative démocratisation. En 1992, les partis politiques ont été autorisés. En 1993, une Conférence nationale souveraine tenait ses assises, permettant la nomination d'un gouvernement de transition et la mise en place d'institutions pluralistes. Elle a mené à l'adoption en 1996 de la Constitution, aux élections présidentielles de juin/juillet 1996 et à la constitution de l'Assemblée nationale en 1997. Malgré cette ouverture du régime, la démocratie est loin d'être stabilisée au Tchad. Le chef de l'État est notamment accusé de favoriser la mainmise de son parti, le Mouvement patriotique du salut, sur l'appareil politico-économique. Les élections présidentielles de mai 2001, à la suite desquelles le président Idris Déby a été réélu, ont été entachées de soupçons de fraude électorale et surtout d'atteintes aux droits de l'Homme, les six candidats battus ayant été interpellés par les forces de l'ordre aux côtés d'une trentaine d'autres opposants. Dans ce contexte, les élections législatives d'avril 2002 constituent un bon test du degré d'enracinement de la démocratie.

Un facteur important de déstabilisation est la rébellion qui s'est développée depuis octobre 1998 dans le nord du pays (Tibesti) sous l'impulsion du Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT) et de son meneur, l'ancien ministre de la Défense Youssouf Togoïmi. Ce mouvement, relativement marginal puisqu'il n'est composé que d'environ 2000 hommes et est circonscrit au nord du pays, témoigne néanmoins de la fragilité de la cohésion nationale. Une rébellion similaire développée dans le sud vient cependant de trouver un terme avec la mort de son leader Moïse Ketté et le ralliement de ses partisans au gouvernement.

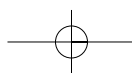
La transhumance des troupeaux constitue un autre sujet de discordance interne. Le mauvais état ainsi que la rareté des couloirs de transhumance ont incité les nomades à emprunter d'autres voies. Ils sont ainsi quelques fois entrés en conflit d'intérêts avec des agriculteurs qui réclament, de leur côté, l'extension des zones cultivables.

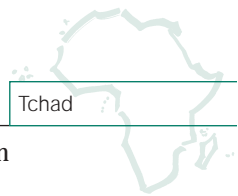
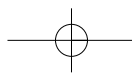
Le Tchad n'est pas seulement menacé de l'intérieur, il connaît aussi des relations houleuses avec son voisin au nord : la Libye. Malgré la restitution par Tripoli de la bande d'Aouzou en 1994 et le rôle de médiateur des Libyens dans le conflit avec le MDJT, les autorités soupçonnent la Libye de servir de base arrière à la rébellion.

Le Tchad compte parmi les pays les plus déshérités au monde. Il arrive 167 sur 174 à l'échelle du développement humain établie par les Nations Unies. La population atteint 7.9 millions dont 46.5 pour cent ont moins de 15 ans. L'accroissement démographique est l'un des plus élevés du continent (3 pour cent par an), ce qui laisse entrevoir un doublement de la population à l'horizon de 30 ans et rend le problème de la pauvreté plus sensible encore. Selon une enquête nationale de 1997, la pauvreté alimentaire (définie par un seuil de ressources de 173 FCFA par jour et par

5. Dans certaines régions, les préfets nommés par le gouvernement ont été rejetés par la population.

6. Les autorités ont justifié les dépenses en armement par des impératifs de sécurité du pays au regard des récents troubles dans le Nord.





habitant, soit 0.25 dollar) toucherait 46.2 pour cent de la population en zone rurale et 38 pour cent de la population urbaine<sup>7</sup>. La pauvreté touche de façon plus aiguë encore le monde rural et les femmes. Une enquête d'opinion menée par le PNUD en 2000 indique que la perception des raisons de la pauvreté diffère largement selon les régions en fonction des conditions de vie des populations. En ville, les Tchadiens soulignent la difficulté d'accès aux soins et à l'éducation. A la frontière soudanaise, la sécurité ainsi que l'accès à la nourriture sont cités comme priorités. Dans la zone sahélienne, les intrants agricoles (matériel et crédit) sont perçus comme les facteurs clés de la lutte contre la pauvreté.

De manière générale, les secteurs sociaux représentent une faible part du budget de l'État et sont principalement alimentés par les bailleurs de fonds. Des progrès notables ont néanmoins été enregistrés au cours des années 90, avec une modification sensible de la structure des dépenses budgétaires à finalité sociale.

Selon les statistiques sanitaires de 1999, l'espérance de vie ne dépasse pas 46 ans et la mortalité infantile atteint 116 pour 1 000 (elles sont respectivement de 50 ans et inférieure à 79 au Cameroun). Le taux de mortalité maternelle reste autour de 830 sur 100 000 naissances alors même qu'il est descendu en dessous de 600 au Mali et à Madagascar. La vaccination ne concerne que 29 pour cent des enfants. En raison de la malnutrition et de la déficience des infrastructures sanitaires, le Tchad subit un certain nombre d'épidémies dont le paludisme (qui ferait 38 000 morts par an), la lèpre, l'onchocercose, la tuberculose et, parfois aussi, le choléra et la dysenterie. Dans le cadre de l'initiative PPTTE, les autorités prévoient de mettre l'accent sur les services de base. Leur priorité est la formation d'un personnel de santé qualifié afin que tous les centres médicaux soient pourvus d'au moins une infirmière,

tâche ardue en raison de la dispersion de la population sur le territoire.

La situation scolaire est en nette amélioration mais reste alarmante. Le taux de scolarisation primaire brut est de 67 pour cent. Cependant, en raison d'un fort taux de déperdition, seuls 44 pour cent des garçons et 32 pour cent des filles achèvent effectivement leurs six années d'école primaire. Ces taux comptent parmi les plus bas d'Afrique subsaharienne. La population alphabétisée est en conséquence très faible (44.2 pour cent des plus de 15 ans). Au niveau secondaire, les performances ne sont pas meilleures : sur environ 22 000 élèves préparent le bac, 9 000 à peine sont admis à concourir et seuls 7 000 réussissent l'examen. De façon à améliorer ces résultats, le gouvernement a mis au point une stratégie quinquennale qui prévoit la progression des taux de scolarisation primaire jusqu'à 80 pour cent en 2005 ainsi que l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la réduction des disparités entre hommes et femmes. Cette stratégie comprend entre autres un volet sur la revalorisation des salaires des enseignants et leur formation<sup>8</sup>, l'introduction d'un curriculum bilingue en français et en arabe<sup>9</sup>, ainsi que la distribution d'un plus grand nombre de livres de classe. Une plus grande priorité est accordée au primaire et à l'alphabétisation de base.

7. La Banque mondiale estime que 80 pour cent de la population tchadienne se situe en dessous du seuil de 1 dollar par jour.

8. Une partie de l'enseignement est dispensée par des enseignants communautaires non formés qui ne font pas suivre le programme officiel aux élèves.

9. Une difficulté essentielle dans la lutte contre l'analphabétisme au Tchad est la multiplicité des langues parlées (environ 173) et l'enseignement dans une langue non pratiquée au sein de la famille.

